



La dynamique nationale-populiste en Europe : les exemples de l'Allemagne avec l'AfD et de l'Autriche avec le FPÖ.

Patrick Moreau

Introduction

Une évidence s'impose à la lecture des résultats électoraux de la consultation européenne de juin 2024 : tous les systèmes politiques nationaux connaissent une montée en puissance des droites radicales, qu'elles soient extrémistes de droite, national-populistes ou illibérales.

Je voudrais aborder aujourd'hui avec vous le national-populisme en Allemagne et en Autriche à travers l'histoire, la sociologie et les programmes de l'AfD et du FPÖ. Cette analyse nous conduira, dans le débat qui suivra cette conférence, à évoquer cette question dans le cadre global de l'Union Européenne.

Analyse

Les bons résultats électoraux de l'AfD et du FPÖ en 2024 ont été présentés par la presse comme un phénomène unidimensionnel : L'existence d'une **identité protestataire national-populiste commune bâtie sur le rejet de l'immigration**. Cette thèse est certes partiellement valide, mais insuffisante pour comprendre la dynamique actuelle. Il faut donc partir à la recherche des facteurs de radicalisation.

L'Allemagne et l'Autriche ont une langue et une histoire commune (le nazisme en étant le dernier épisode). Les systèmes politiques de ces deux nations ont été soumis aux mêmes tensions et évolutions structurelles, d'ailleurs valables pour l'ensemble de l'Union européenne. Ces derniers sont entrés dans une phase de mutations sur le long terme.

Parmi les facteurs centraux, on trouve à l'Ouest l'affaiblissement continu des milieux traditionnels entraînant une baisse de la fidélité des électeurs. Le milieu conservateur – arche-bouté sur les églises catholique et protestante et la paysannerie – et le milieu socialiste/communiste – articulé autour du trinôme syndicat, grandes entreprises industrielles, prolétariat/classe ouvrière sont entrés dans une phase de déclin irréversible. Les « grands partis » (Volksparteien) agonisent.

A l'Est de l'Allemagne (les nouveaux Bundesländer et Berlin-Est), le monde post-communiste n'a jamais connu de fidélisation des électeurs, d'où une extrême volatilité des choix politiques. D'autres facteurs jouent un rôle important et cumulatif. Les crises économiques depuis 2008, mais surtout celle des réfugiés depuis 2015, ont été des accélérateurs des transformations en cours. Une double crise idéologique du conservatisme et de la social-démocratie/socialisme, une critique croissante du libéralisme et de la globalisation, un affaiblissement relatif des partis communistes ont abouti à l'apparition ou au renforcement de nouveaux acteurs populistes de gauche (Syriza, Podemos, Front de Gauche, le parti Wagenknecht...) et nationaux-populistes (RN, AfD, FPÖ, Partis de la Liberté, Vrais Finlandais...).

La fondation de l'AfD en 2013 et les succès électoraux actuels du FPÖ et de l'AfD sont un aspect de ces évolutions systémiques. Pour le FPÖ, il ne s'agit pas d'une surprise politique, la place électorale grandissante des *Freiheitlichen* qui obtenaient aux élections présidentielles de 2016, avec son candidat Norbert Hofer, 46,21 % des suffrages rendait cette hypothèse plus que vraisemblable. La percée de l'Alternative pour l'Allemagne en 2017 fut par contre un tsunami politique, dont les conséquences futures, à la veille de la fin de la coalition Ampel, restent imprévisibles.

La conférence pourrait s'achever ici par deux remarques : Les partis de la Droite radicale sont, malgré leur dissensions internes, devenus au niveau du Parlement européen une force politique faisant pression sur la Commission européenne qui doit en permanence négocier avec elle. Enfin, le modèle FPÖ (programmatique et stratégique) a toujours été celui de l'AfD.

La réalité est cependant infiniment plus contrastée et passe par une analyse à plusieurs niveaux.

- L'histoire de ces deux partis au sein de leur système politique
- Les élites partisans
- Les choix programmatiques et idéologiques
- Les électors

1 Le FPÖ, un « vieux » parti modernisé

Depuis la fin des années 80, le FPÖ a joué un rôle important dans le système politique. Cette centralité se renforce dans les élections régionales et nationales depuis 2013.

Tableau : Les résultats électoraux nationaux du FPÖ 1949 – 2017 (en %)

1949	11,7	1971	5,5	1995	21,9	2019	16,2
1953	10,9	1975	5,4	1999	26,9	2024	28,9
1956	6,5	1979	6,1	2002	10,0		
1959	7,7	1983	5,0	2006	11,0		
1962	7,0	1986	9,7	2008	17,5		
1966	5,4	1990	16,6	2013	21,4		
1970	5,5	1994	22,5	2017	25,9		

La montée en puissance du FPÖ à partir de 1986 est un effet du blocage du système politique autrichien.

La seconde République autrichienne, fondée en 1945, est caractérisée par une hypertrophie de deux partis politiques : l'ÖVP et le SPÖ. L'Autriche devenait l'incarnation de la « démocratie de concordance » (*Proporz*). Les élites sociales-démocrates et conservatrices mettaient en place un système de garantie réciproque de participation au pouvoir, qui avait

comme objectif – atteint jusqu'en 1986 – de neutraliser tout risque de remise en cause électorale. On parle d'Austro-corporatisme. Le FPÖ était pour ces raisons en marge du système politique (*outsider party*) et pouvait faire du système de la *Proporz* son premier ennemi. Les succès de Jörg Haider à partir de 1986 sont donc à comprendre comme un phénomène de « déconcentration » d'un système politique ayant atteint son maximal d'intégration vers 1975.

Néanmoins, ce parti est tant sur les plans personnel et idéologique enraciné dans le passé autrichien depuis le 19ème siècle (*insider party*). Il est un héritier du courant « national-allemand » et de son histoire, et à travers lui du national-socialisme (autrichien et hitlérien).

La fondation du FPÖ sur les restes organisationnels de l'Association des indépendants, créée en 1949 (*Verband der Unabhängigen – VdU*), était dictée par la volonté de donner aux anciens nationaux-socialistes un parti d'accueil, leur assurant un retour en politique. Tous les cadres du parti étaient d'anciens membres du NSDAP et de la SS.

Le FPÖ se voyait néanmoins accepté comme un acteur du système politique autrichien des années 50 et 60. A partir de 1963, des contacts s'établissent entre un FPÖ à cette époque sur une ligne nationale-libérale avec le SPÖ qui aboutissait en 1983 à une coalition, qui durera jusqu'à l'arrivée à la direction du parti de Jörg Haider en 1986. Au lendemain des élections générales de 1999, le FPÖ alors premier parti d'Autriche (puis sa scission de 2005 l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (*Bündnis Zukunft Österreich – BZÖ*), restait six ans aux deux gouvernements dirigés par le chancelier ÖVP Wolfgang Schüssel. Au niveau des Länder et des communes, le FPÖ était dans les années 90 une force politique incontournable et nommait en Carinthie (avec la tolérance du SPÖ et de l'ÖVP) le ministre-président (Jörg Haider). En ce sens, on ne peut parler de réel isolement politique du FPÖ.

La question de la nature du FPÖ est fort complexe et varie dans le temps. Il faut distinguer entre trois périodes : la période Haider (1986 – 2005), la période Strache (2005 – 2019), enfin la période Kickl (2021 – 2024).

Le FPÖ haiderien était un parti extrémiste de droite parce qu'il n'a jamais rompu de manière claire et convaincante avec le (et son) passé national-socialiste, ni avec l'antisémitisme. Le FPÖ de Strache, a abandonné le style haiderien pour dédramatiser le parti. Ce qui l'a conduit à adopter une ligne pro-sioniste et à tenter de faire taire toute apologie « bruyante » du national-socialisme dans les rangs du parti. Kickl est revenu au modèle haiderien et fait de la provocation idéologique un pilier de sa stratégie de communication.

Le FPÖ est aussi, ceci depuis sa montée en puissance électorale à partir de 1986, un parti caractéristique de la modernisation de la société autrichienne.

Le FPÖ de Kickl est devenu une formation qui a su dépasser les « cleavages » traditionnels des autres partis (par exemple le lien catholicisme / conservatisme / paysannerie) et, si l'on excepte celui des sexes (la faible attractivité du FPÖ pour les femmes, une dimension qui disparaît en 2024), colle à d'autres clivages, comme celui des générations (préférences des jeunes). Le FPÖ est aussi devenu en 20 ans un parti ouvrier (1986 : 10 % ; 1990 : 21 % ; 1994 : 29 % ; 1995 : 34 % ; 1999 : 47 %), cette tendance se confirmant en 2024 (50 %). Le FPÖ d'Haider attirait surtout des hommes, des hommes jeunes, des électeurs à faible niveau

d'éducation et sans liens syndicaux, des ouvriers et des votants à faible lien religieux, des électeurs du quart-monde. Le parti de Kickl a en 2024 les mêmes bases électorales, à l'exception de la disparition du *Gender Gap*).

Cette clientèle du FPÖ, et ceci depuis 1986, se caractérise par son rejet des rapides changements en cours dans la société autrichienne. Les électeurs FPÖ adhèrent à un modèle de « société hérisson ». Ces électeurs FPÖ ont le sentiment que la sécurité - jadis offerte par la *Proporz* - n'est plus disponible pour tous et que l'économie de marché (et ses crises) a sonné le glas de la distribution des « profits ». L'arrivée de la « concurrence émigrée » vient renforcer le malaise des sympathisants FPÖ.

Les élites politiques des grandes coalitions ont donc, pour ces électeurs, échoué, ce qui amène les votants FPÖ à se vivre comme « anti-élite » ou comme adhérents d'une nouvelle élite de remplacement *freiheitlich* dont la fonction est voulue « redistributrice ». Le succès du FPÖ s'articule donc sur la ligne des conflits nés de la modernisation de la société autrichienne et agglomère pour cette raison, au moins dans sa première phase, les perdants de cette modernisation. Le FPÖ se proclame en 2024 « LE parti social » du pays réel (« soziale Heimatpartei »). Ce que les sondages confirment : le FPÖ est surtout fort dans les secteurs économiques non protégés.

Néanmoins, Haider, mais surtout Kickl ont réussi à agglomérer autour de ce vaste noyau « néo-prolétarien » des gagnants de la modernisation motivés par la préservation des acquis du passé (Welfare radicalism), mais aussi par des préoccupations identitaires (Nativisme).

Un autre marqueur populiste fort est que le FPÖ a su sacrifier sa consistance idéologique aux mouvements de l'opinion.

Une illustration de cette thèse est la mutation du FPÖ de parti pro-européen dans les années 80 en parti antieuropéen en 2016, puis actuellement en une formation qui n'est plus que « critique » de l'Europe de Bruxelles. Il défend un modèle de refondation de la Communauté européenne sur la base d'une « Europe des Nation ». Typique de la phase actuelle est aussi la mobilisation de sentiments de rejet vis-à-vis de groupes sociaux (migrants et réfugiés, Roms et Tsiganes, intellectuels décadents du monde Woke...). Ceci vaut aussi pour le programme du FPÖ en 2024, qui est hyper-sécuritaire. Il instrumentalise les craintes des populations devant le terrorisme, la petite criminalité, le trafic de drogue et les cambriolages Typique du populisme de droite est aussi, en 2024, le mélange et l'incohérence d'une adhésion au libéralisme économique et à l'économie de marché, mais aussi d'une volonté interventionniste (préférence nationale, non intégration des étrangers dans les systèmes de santé et de retraites, contrôle des banques, sortie (abandonnée aujourd'hui) de l'Euro, politique de subvention à de nombreuses catégories sociales).

Une autre dimension de ce discours autorise la qualification du FPÖ en parti national-populiste : il s'agit du recours permanent – un classique du populisme – entre le « nous » et les « autres » dans un cadre national.

Quelles furent donc les stratégies et les choix idéologiques du FPÖ de 2015 à 2024.

Strache, pour devenir chancelier, a compris qu'il fallait moderniser le parti, sans risquer une crise interne. Kickl qui était l'éminence grise de Strache, ouvrit un chantier prioritaire idéologique et sémantique (le passage au **nationalisme ethnopluraliste**).

A partir de 2015, le FPÖ de Strache a abandonné officiellement, avec une extrême prudence, le discours national-allemand historique. Strache et Kickl ont, de manière très conséquente, remplacé le discours national-allemand par le « patriotisme » autrichien (une terminologie, qui a migré en 2016 vers d'autres partis nationaux-populistes, par exemple le RN de Marine Le Pen). La désignation des ennemis (Commission européenne, migrants et réfugiés, les banquiers de la côte Est des États-Unis, Soros...) est effectuée dans un cadre interprétatif national. La Nation autrichienne, valeur ultime de référence, doit être défendue à tout prix, mais plus un hypothétique Etat germanique allant de l'Alsace à la Pologne.

Ce changement fondamental, on passe de l'utopie de l'autodissolution de l'Autriche dans une Grande Allemagne à une orientation nationaliste étroite (avec l'exception du Tyrol du Sud que le FPÖ réclame toujours), avait et a l'avantage d'offrir au parti un discours nouveau en phase avec l'entrée de l'Autriche dans la Communauté européenne. Le FPÖ pouvait devenir un opposant à ce qui est appelé aujourd'hui le « monstre froid de Bruxelles » et à toute tentative de créer un Etat supranational.

Au titre des autres modernisations, la grande nouveauté est la ligne pro-Poutine, et l'existence de contacts extrêmement denses entre le FPÖ et l'administration présidentielle russe et nombre d'oligarques. La Russie a d'ailleurs discrètement financé le FPÖ, ce qui vaut aussi pour l'AfD. Poutine est présenté comme le porteur d'un projet eurasiatique, d'une autre « grande Europe des nations », détachée de l'influence de l'Amérique, vecteur de dépendance économique et de déclin culturel.

La guerre de la Russie contre l'Ukraine est interprétée comme un moment de la lutte entre le nationalisme et « l'impérialisme américain », entre l'« enracinement völkisch » et « l'universalisme capitaliste ».

Les dimensions idéologiques communes entre la Russie et les « patriotes » du FPÖ (et de l'AfD) sont, en dehors du nationalisme et de l'hostilité à l'Europe de Bruxelles, l'engagement de la Russie dans la lutte contre l'islamisme sur le plan militaire.

C'est à ce moment que nous trouvons le primat du racisme anti-islamique. Strache a, dès son accession à la direction du FPÖ, choisi dans le cadre du « patriotisme national » de faire de la lutte contre l'immigration un thème central, le tout accompagné d'une critique de la nature « politique » de l'Islam en soi (incompatibilité avec la constitution autrichienne et les valeurs qui la sous-tende). Une orientation qui s'est encore renforcé en 2015 et 2016 avec l'arrivée de quelques 115.000 réfugiés. Kickl a répété, avec succès, l'opération en 2024.

2 Un nouvel acteur : L'Alternative pour l'Allemagne (AfD)

Les élections fédérales du 24 septembre 2017 ont provoqué un véritable séisme politique en Allemagne. L'AfD est devenue la troisième force politique du pays, forte de ses 12,6% de voix et de ses 94 députés sur les 709 sièges à pourvoir au Bundestag.

Il faut brièvement se pencher sur l'idéologie, le langage et les programmes de l'AfD.

L'AfD a tiré des leçons des succès électoraux du FPÖ et copié la démarche de Strache et de Kickl.

L'acceptation grandissante du FPÖ en Autriche depuis 2015 est due à un travail systématique sur le long terme dans le domaine de la communication et de l'idéologie. L'idée en soi n'est pas nouvelle : conquérir les esprits (les casemates selon Gramsci) et dominer le culturel pour aboutir à la prise de pouvoir. Le gramscisme de droite a une histoire ancienne avec le GRECE de Benoist dans les années 80, une analyse (métapolitique) qui a aussi connu une première heure de gloire sous Haider. Il consiste à modifier le discours du FPÖ pour l'ouvrir à toutes les couches de la population et le rendre acceptable aux segments sociaux traditionnellement hostiles (les femmes, les plus de 60 ans, les fonctionnaires et les hauts niveaux d'études). L'AfD qui connaît des déficits électoraux importants dans ces couches d'électeurs voit dans cette stratégie une chance de corriger ses faiblesses et de se renforcer à long terme.

Cette guerre est menée selon deux approches complémentaires. Le FPÖ, qui maîtrise à la perfection internet (Facebook, Tik Tok et autres) – ce qui est aussi le cas de l'AfD, pratique comme les autres partis le « *negative campaigning* ». Mais il va au-delà, en tentant de donner à son parti un nouveau langage, que l'AfD a adopté. Les deux partis se réclament de l'Aufklärung, de la « démocratie populaire », du droit des femmes, d'une politique sociale et économique « au service du peuple », de la préférence nationale, de l'enracinement dans l'Heimat (le pays réel) et de l'« antiracisme » ethnopluraliste.

Les programmes électoraux de l'élection européenne de juin 2024 et des consultations régionales de Thuringe, de Saxe et du Brandebourg montrent que l'AfD n'est politiquement pas un parti « à thème unique » et qu'il offre aux électeurs un cadre d'orientation idéologique clair. En ce sens, l'AfD est certes un parti de protestation, mais aussi « un parti de rupture » et une machine de guerre idéologique construite. Ce qui frappe en 2024, est que l'AfD est perçu par les électeurs comme de plus en plus compétent (sécurité, immigration, s'occuper des problèmes locaux).

L'axe central du programme de 2024 est le « patriotisme » et la lutte contre l'immigration et sa double dimension identitaire et sécuritaire.

PROGRAMME AfD	
Système politique	Rétablissement d'une « vraie » démocratie mettant fin à l'oligarchie politique actuelle Limitation à quatre mandats pour les élus au Landtag ou au Bundestag Multiplication des référendums basés sur le modèle suisse Réduction de l'influence des lobbys
Économie	Simplification de l'imposition pour les familles à faibles revenus Rejet de l'imposition des plus riches Suppression de l'impôt sur les successions

	Ajout dans la loi fondamentale d'une clause limitant les dépenses et les impôts (sans précision) pour modérer le pouvoir de l'État Aides aux familles et à la natalité
Immigration	Stopper radicalement l'arrivée de nouveaux réfugiés, appel à une immigration « négative » (départ forcé de migrants installés dans le pays/rémigration) Fermeture des frontières, appel à une police des frontières renforcée Suppression du droit d'asile Révision de la loi fondamentale pour rendre possible la déchéance de nationalité
Sécurité	Réforme et renforcement de la police Lutte contre la criminalité organisée transnationale Lutte contre la petite criminalité Révision du droit pénal des mineurs Transformation des postes frontières en zones de rétention
Religion	Interdiction des minarets, des appels à la prière des Muezzins et du voile intégral : l'Islam « n'appartient pas à l'Allemagne » L'abattage rituel juif ou musulman doit être proscrit Retrait du statut de collectivité de droit public pour les organisations islamiques
Europe	Transfert des compétences de l'UE au profit des États souverains Refus de l'adhésion de la Turquie à l'UE
International	Départ des troupes étrangères du sol allemand et des armes nucléaires Rétablissement du service national Coopération renforcée avec Vladimir Poutine et abandon des sanctions économiques contre la Russie
Valeurs	Redéfinition de ce qu'est le « peuple », avec la mise en place d'une « culture dominante » s'appliquant à tout résident Remplacement du droit du sol par le droit du sang Préférence nationale exigée comme principe de référence économique et social, « Les Allemands d'abord » Défense de la langue allemande Lutte contre l'acculturation

	Préservation de l'Heimat et réenracinement Affirmation que la politique d'égalité homme/femme est un faux féminisme ; genèse d'un nouveau féminisme Culture de la mémoire allemande Lutte contre le wokisme et l'anticolonialisme
Environnement	Climato-scepticisme Annulation de l'Accord de Paris sur le climat Retour sur l'abandon du nucléaire Abandon de la loi sur les énergies renouvelable et fin des subventions pour la bioénergie
Justice sociale	Augmentation du salaire minimum Possibilité de prendre sa retraite après 40 ans d'activité Prolongation des indemnités de chômage après la perte d'un emploi

3. Sociologie électorale de l'AfD et du FPÖ : une fausse identité commune

Les ancrages sociologiques des deux partis sont clairs : une forte présence chez les moins de 30 ans, une surreprésentation masculine, d'ouvriers et de chômeurs, à faible niveau d'éducation. On parle de partis néo-prolétariens. Les choix électoraux en fonction du niveau éducatif sont très clairs : plus le niveau de formation est élevé, moins le FPÖ ou l'AfD ne trouvent d'électeurs.

Au-delà de ces indicateurs, les électorats diffèrent. Le FPÖ a environ 20 à 25 % d'électeurs « noyaux », votant depuis les années 80 pour ce parti. L'AfD est sur ce plan très différent.

Il est d'abord surreprésenté à l'Est du pays (nouveaux Bundesländer) avec environ 30 % des suffrages (10 % à l'Ouest). L'AfD profite de la croissance de la participation électorale à l'Est comme à l'Ouest. Le parti peut ainsi s'affirmer comme « un acteur du renouveau de la démocratie allemande », nombre d'électeurs revenant en politique choisissant l'AfD comme parti de représentation. Ce qui n'est pas le cas du FPÖ.

Les transferts électoraux en faveur de l'AfD montrent combien la CDU/CSU s'est affaiblie dans le passé au profit de l'AfD. Ce parti a gagné en 2017 des électeurs en provenance de tous les partis, dont presque un million venu de la CDU/CSU (25%), mais aussi 400 000 d'origine post communiste / Die Linke (10%) et 470 000 venus du SPD (12%). Le principal afflux est celui des abstentionnistes mobiles de 2013 (1,2 million, 31%).

Graphique : Les transferts électoraux entre partis en nombre de voix (CDU et AfD)



L'AfD version 2024 est une chambre d'écho électorale de l'échec de la réunification allemande.

Si la prolétarianisation de l'électorat du parti est évidente, l'AfD attire cependant en 2024 des électeurs de toutes les sensibilités politiques et de toutes les couches sociales, y compris parmi les « gagnants de la modernisation ». Un sondage Yougov d'août 2017 montrait que 25 % des électeurs AfD gagnaient moins de 1 500 euros par mois, 38 % de 1 500 à 3 000 Euros et 25 % plus de 3 000 Euros.

Les difficultés économiques existantes ne sont donc pas l'élément central d'explication du choix AfD. Certes, les électeurs AfD sont de loin ceux qui se sentent le plus victimes des inégalités et reprochent à la Coalition Ampel de ne pas avoir tenté de corriger les disparités sociales et l'enrichissement des mieux lotis. Ainsi, 42% des électeurs AfD ont le sentiment de se sentir plutôt défavorisés en Allemagne, pour seulement 16% sur l'ensemble des sondés. Ce pessimisme aboutit au fait que les électeurs AfD sont, et de loin, les plus insatisfaits du fonctionnement de la démocratie allemande. D'où l'existence d'un vaste discours AfD sur la nécessaire « modernisation de la démocratie », en particulier par le recours à la « démocratie directe ».

Le tableau des peurs est très révélateur : criminalité, peur de l'Islam, immigration, crise économique et démographique, autant de thèmes que l'AfD traite abondamment dans son programme politique et qui furent longtemps délaissés par les grands partis.

Ainsi, au cœur du choix AfD (« Les raisons premières de mon choix AfD »), on trouve des thèmes prioritaires : Rétablir l'optimum économique, combattre la criminalité et le terrorisme, contrôler l'arrivée des réfugiés. Ce sont aussi les thèmes de compétences de ce parti pour ses électeurs.

Conclusion

En conclusion, les électeurs AfD, mais aussi ceux du FPÖ restent bien les « croisés d'une société fermée ». L'offre faite par l'AfD et le FPÖ d'une communauté allemande ou autrichienne « hérissée », unie pour résister aux changements politiques et sociaux en cours, n'en reste pas moins attractive pour une frange de la population désorientée et choquée par une immigration perçue comme incontrôlée et potentiellement destructrice des acquis sociaux et économiques du passé, de l'identité allemande et autrichienne et de sa « culture dominante ».

L'AfD comme le FPÖ ne sont plus seulement des partis de protestations, mais des contre-modèles politiques, économiques, sociaux et culturels. Leur rapport à l'histoire de leur pays, comme les élites partisanes de ses deux formations sont profondément différents, mais la problématique européenne, la question migratoire, la sécurité, la question russe et le rapport à l'Islam conditionnent leurs stratégies politique et électorale actuelle et au-delà leur avenir.

Bibliographie en Français en ligne – auteur Patrick Moreau

- L'AfD : l'extrême droite allemande dans l'impasse, Fondapol 2024
- Le FPÖ au défi de l'Europe : radicalité idéologique et contrainte électorale en Autriche, Fondapol 2024
- L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne : l'Alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW), Fondapol 2024
- Saxe et Brandebourg. Percée électorale de l'AfD lors des élections régionales du 1er septembre 2019, Fondapol 2019
- Alternative für Deutschland : de la création en 2013, aux élections régionales de Hesse d'octobre 2018, Fondapol 2018
- Autriche : Virage à droite, Fondapol 2017
- Où en est la droite ? L'Autriche, Fondapol 2011
- Où en est la droite ? L'Allemagne, Fondapol 2011